

Les subsides

[Français]

Nous avons créé 39,000 emplois à Montréal au cours des 12 derniers mois. Le taux de chômage a chuté de 1.2 points.

● (1540)

[Traduction]

Nous avons rendu confiance à la collectivité. Nous donnons de l'espoir aux Canadiens. Nous faisons apparaître un nouveau sentiment dans la société. Je vous assure . . .

[Français]

La valeur des permis de construire a augmenté de 11 p. 100 en 1985. Les permis de construction émis durant les deux premiers mois de 1986 étaient de 32 p. 100 supérieurs à ceux de la même période pour 1985. Le volume des ventes au détail a augmenté de 12 p. 100 depuis les élections.

[Traduction]

Voilà tout ce que nous avons fait depuis septembre 1984. Le député nous reproche notre mauvaise gestion; pourtant, nous avons créé 31,889 emplois par mois. Le taux de chômage chez les jeunes était de 18.4 p. 100 quand nous sommes arrivés. Il était plus élevé sous les gouvernements précédents. Il est en train de fléchir. Nous trouvons que ce n'est pas suffisant. Nous allons nous efforcer de le faire complètement disparaître.

M. Orlikow: Quel est le taux pour le moment?

M. Weiner: C'est en grande partie grâce à notre désir de coopérer avec les entreprises pour promouvoir les possibilités d'emplois, ce que le NPD ne comprendra jamais compte tenu de l'attitude hostile qu'il affiche à l'égard des entreprises. Demandez aux citoyens de ma province, la province de Québec, ce qui s'est passé sur le plan de l'emploi lorsqu'un gouvernement hostile aux entreprises a été élu. Demandez ce que sont devenues les entreprises et les emplois sous ce gouvernement provincial. Oui, nous insistons sur la création d'emplois durables et pas sur de simples projets d'embauche. Nous dépensons de l'argent pour préparer les jeunes à exercer les emplois de l'avenir et pour inciter ceux qui sont encore à l'école à poursuivre leurs études. Dans le cadre de Défi 86, non seulement le ministère, mais chaque député, a évalué les mérites et le potentiel de création d'emplois de chacun de ces projets. Chacun d'eux a été étudié en détail, circonscription par circonscription. Les décisions ont été prises en tenant compte de la valeur de chaque projet. En outre, le nombre de demandes a augmenté cette année. Certains projets ont obtenu moins que les années précédentes et certains autres ont été rejetés, non pas qu'ils étaient mauvais, mais parce qu'il y avait d'autres candidats dont un grand nombre faisaient leur première demande. Aucun organisme, à but lucratif ou sans but lucratif ne devrait planifier son budget, ses programmes et le reste . . .

M. McCurdy: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. le vice-président: Je devine la nature de cette objection. J'avais donné la parole au député de Dollard (M. Weiner) pour poser une question ou faire une observation. Est-ce bien ce qu'il a compris?

M. Weiner: Je commente le discours du député.

M. le vice-président: Puis-je demander au député de conclure ses observations afin de laisser au député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) le temps de répondre et de permettre à d'autres députés de poser des questions.

M. Orlikow: S'il veut faire un discours, qu'il le fasse sur son temps de parole.

M. Weiner: Monsieur le Président, toutes ces questions ont été soulevées par le député. Je veux seulement démontrer que nous avons bien gouverné le pays depuis septembre 1984 afin que chacun puisse juger des résultats.

M. McCurdy: Monsieur le Président, c'est toujours avec plaisir que je vois mon collègue défendre le gouvernement avec enthousiasme, même s'il le défend contre des allégations ou des critiques qui, pour la plupart, n'ont pas été formulées. Je voudrais relever une ou deux choses qu'il a dites. A l'entendre, nous devons au gouvernement les changements survenus dans la situation de l'emploi. Permettez-moi d'abord d'informer le député, s'il n'est pas au courant, que le nombre total de jeunes a probablement diminué de 150,000 depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir.

En second lieu, il est ridicule de revendiquer le mérite de l'amélioration économique. Les personnes le moindrement au courant qui ont examiné la situation savent que l'industrie automobile, qui est un exemple important, représente environ 25 p. 100 de nos exportations et 25 p. 100 de l'activité économique ontarienne, et est à l'origine d'une grande partie de la croissance économique industrielle. Le gouvernement est sur le point de tuer la poule aux oeufs d'or avec ses politiques relatives à l'industrie automobile.

À propos de Défi 86, le député n'a pas répondu, il n'a pas réfuté l'affirmation, l'observation voulant qu'il y ait eu une importante réorientation des fonds vers le secteur privé au détriment des secteurs sans but lucratif, bénévole et municipal. Je n'ai rien contre le financement de possibilités de formation dans le secteur privé.

Des voix: Oh, oh!

M. McCurdy: Dans ma circonscription je suis intervenu énergiquement pour que les petites entreprises aient accès au programme de la stratégie de Planification de l'emploi et au programme Défi 86, mais pas aux dépens des besoins qui ne seront pas couverts du fait que d'importants organismes vont être privés de crédits par le gouvernement, comme il l'a d'ailleurs reconnu. C'est indéniable. Il est indéniable qu'il a reçu son propre rapport interne: le député n'a pas parlé de cela. Le rapport a dit que pour créer de nouveaux emplois nets, on ne donne pas d'argent aux grosses sociétés privées qui vont créer ces emplois-là de toute façon, pour qu'elles puissent à meilleur compte déloger leurs travailleurs à temps complet. C'est de la folie pure, monsieur le Président. Le député n'a pas répondu à ma question concernant le gel des affectations de crédits en 1985 et le gel des affectations qui existent en ce moment. Tant qu'il n'aura pas répondu à cette question, ses belles paroles ne m'impressionneront pas plus que n'importe qui d'autre.